

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 1ER MARS 2018, 8H00 GMT

## Lettre ouverte - 88 organisations exhortent la France et les autres investisseurs de Bridge International Academies à cesser leur soutien à l'entreprise



Kampala, Monrovia, Nairobi, 1er mars 2018. Dans une [lettre ouverte](#) publiée aujourd'hui, 88 organisations de la société civile ont appelé les investisseurs de Bridge International Academies (BIA) à cesser leur soutien à la chaîne américaine d'écoles privées à but lucratif, qui gère plus de 500 écoles au Kenya, au Libéria, au Nigéria, en Ouganda et en Inde.

Ces organisations attirent l'attention des investisseurs sur une série de pratiques préoccupantes de BIA et sur les risques juridiques et réputationnels associés. Ces pratiques incluent le manque de transparence, les mauvaises conditions de travail et le non-respect de la primauté du droit dans les pays d'accueil. Les investisseurs de BIA [comprennent](#) des investisseurs privés notoires tels que l'Omidyar Network, la Zuckerberg Education Ventures et Bill Gates, et les agences publiques d'investissements des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la Norvège, des Pays-Bas et l'Union Européenne.

Selon la lettre, BIA a agi au mépris du droit et a un impact négatif sur le droit à l'éducation de milliers d'enfants dans les pays d'Afrique et d'autres régions.

La récente [décision](#) du Ministre ougandais de l'éducation, en février 2018, de fermer les écoles Bridge dans le pays pour n'avoir pas respecté les normes minimales en matière d'éducation, de santé et de sécurité, après 18 mois de négociations avec l'entreprise, illustre le mépris de BIA pour le droit.

Selon Salima Namusoby, de l'Initiative pour les Droits Sociaux et Economiques en Ouganda : « *Le gouvernement ougandais a négocié avec Bridge International Academies et leur a donné le temps de se conformer à la loi. Mais Bridge n'a pas respecté les normes de base et tenu ses promesses, et le gouvernement ferme actuellement les écoles illégales. Pourtant, l'entreprise est toujours soutenue par des investisseurs étrangers qui n'accepteraient jamais une telle situation dans leur propre pays. Les investisseurs seront complices de cette catastrophe s'ils ne retirent pas leur soutien.* »

D'autres préoccupations [documentées par diverses sources indépendantes](#) comprennent des coûts plus élevés que ceux annoncés par l'entreprise, l'omission d'enregistrer des écoles, l'utilisation de programmes non-approuvés, le non-respect des exigences de certification des enseignants, et des impacts discriminatoires.

Des institutions publiques, telles que les [Nations Unies](#), la [Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples](#), et le [Comité du Développement International](#) du Parlement Britannique ont également exprimé des préoccupations spécifiques concernant la qualité de l'éducation, les relations avec les gouvernements, le non-respect des réglementations gouvernementales, et le coût élevé de BIA.

« *Bridge Academies est venue dans notre pays l'année dernière, avec la promesse d'améliorer la qualité dans le cadre d'un programme gouvernemental. Mais ils n'ont réussi à améliorer les résultats que de façon marginale, à un coût astronomique, en évinçant les enseignants et en expulsant les enfants massivement. Nous espérons que ce nouvel appel et les nouvelles preuves fournies pousseront les investisseurs à agir, conformément à leurs obligations de diligence raisonnable de cesser de soutenir les opérations de BIA* », a déclaré Anderson Miamen, de la Coalition Libérienne sur la Transparence et la Responsabilité dans l'Education.

Les organisations signataires **demandent aux investisseurs de sortir dans les plus brefs délais de leur investissement dans BIA, y compris les investissements via des intermédiaires, et de s'acquitter pleinement de leurs obligations en matière de diligence raisonnable et responsabilités**, en ne prenant aucun autre engagement financier auprès de BIA.

« *Les investisseurs privés ont un rôle à jouer dans l'amélioration de l'infrastructure et des services éducatifs. Cependant, cela ne signifie pas qu'ils peuvent violer nos lois et nos normes, et traiter leurs enseignants ou les parents d'une manière indigne et irrespectueuse. Cela ne serait jamais permis en occident, pourquoi devrions-nous l'autoriser ici ? Les investisseurs étrangers qui ajoutent de la valeur à notre pays sont les bienvenus, mais ceux qui soutiennent des entreprises illégales qui portent atteinte au droit à l'éducation ne le sont pas* », a réagi Linda Oduor-Noah de l'East African Centre for Human Rights.

Cette lettre arrive sept mois après un [Appel aux investisseurs de Bridge International Academies](#) du 1er août 2017 appelant les investisseurs à cesser leur soutien à BIA.

#### **Pour plus d'informations :**

- Lettre ouverte aux investisseurs, février 2018 : <http://bit.ly/BIALetterFR>.
- Les organisations de la société civile appellent les investisseurs à cesser leur soutien à Bridge International Academies, août 2017 : <http://bit.ly/biainvestorsfr>.

- Tribune de la Ministre de l'éducation ougandaise sur la fermeture des écoles Bridge, 15 février 2018 : <http://bit.ly/2BHyVfF>.
- Page de suivi et dernières informations sur l'impact de Bridge International Academies sur les droits de l'Homme : <http://bit.ly/commerceduc>.
- List des investisseurs connus de Bridge International Academies : <http://bit.ly/2BUQsRy>.

#### Contacts médias :

- Linda Oduor-Noah : [linda@eachrights.or.ke](mailto:linda@eachrights.or.ke), +254701670090.
- Salima Namusobya : [dir@iser-uganda.org](mailto:dir@iser-uganda.org)
- Anderson Miamen : [admiamen2@gmail.com](mailto:admiamen2@gmail.com)

Pour être mis en contact avec d'autres organisations, veuillez contacter Ivahanna Larrosa à [pehrc.coordinator@gmail.com](mailto:pehrc.coordinator@gmail.com)

#### Communiqué de presse au nom de :

<b>Organisation</b>	<b>Region</b>
• ActionAid International	International
• ActionAid Liberia	Liberia
• Aide et Action	France
• All for Education!' National Civil Society Coalition	Mongolia
• Alliance of Government Workers in the Water Sector	Philippines
• American Federation of Teachers	United States of America
• Africa Network Campaign on Education For All (ANCEFA)	International
• Antarctic	Democratic Republic of the Congo
• Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE)	International
• Asociación Latinoamericana de Educación y Comunicación Popular	International
• Association Camerounaise pour la Défense des Droits de l'Homme des Libertés et du Bien être (ACADEHLIB)	International
• Association Française Pour un Enseignement Ambitieux et Humaniste (AFPEAH)	France
• Brazilian Campaign for the Right to Education	Brazil
• Bretton Woods Project	International
• Cameroon Education For All Network	Cameroun
• Campaign for Popular Education (CAMPE)	Bangladesh
• Campaña Argentina por el Derecho a la Educación (CADE)	Argentina
• Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE)	International
• Campaña Peruana por el Derecho a la Educación	Peru
• Center of African Studies of the University of Porto	International
• CEPO/KASAI CENTRAL	Democratic Republic of the Congo

• CEPO-ONG	Democratic Republic of the Congo
• Child Rights International Network (CRIN)	International
• Cipe Consultores	Honduras
• Civil society Action Coalition on Education for All (CSACEFA)	Nigeria
• Coalicion Colombiana por el Derecho a la Educacion	Colombia
• Coalition des Organisations Mauritanienes pour L'éducation (COMEDUC)	Mauritania
• Coalition Éducation	France
• Coalition for Transparency and Accountability in Education (COTAE)	Liberia
• Construisons Ensemble le Monde	Democratic Republic of the Congo
• Corner House	United Kingdom
• CSC-Enseignement	Belgium
• DCI-Tunisia	Tunisia
• Defence for Children international - Ghana	Ghana
• Défense des Enfants International - Belgique	Belgium
• Economic & Social Rights Centre-Hakijamii	Kenya
• Equal Education	South Africa
• Equal Education Law Centre	South Africa
• FECASE	Cameroun
• Fédération Générale de L'enseignement de Base (FGEB)	Tunisia
• FERGET ASBL	Democratic Republic of the Congo
• Ficéméa	International
• Foundation For Environmental Rights, Advocacy & Development (FENRAD-NIGERIA)	Nigeria
• FP CGIL	Italy
• Fundación Manatí para el Fomento de la Ciudadanía A.C.	Mexico
• Ghana National Education Campaign Coalition	Ghana
• Global Campaign for Education	International
• Global Campaign for Education-US	United States
• Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR)	International
• Global Justice Now	United Kingdom
• Global Peace and Development Organization	Liberia
• Human Dignity	International
• Initiative for Social and Economic Rights (ISER)	Uganda
• Jeunes et Femmes pour les Droits De l'Homme et la Paix (J.F.D.HO.P)	International
• Jeunesse et Emplois Verts pour une Economie Verte (ONG JEVEV)	Benin
• Labour, Health and Human Rights Development Centre	International
• Les Anges du Ciel	Democratic Republic of the Congo
• Mouvement Anfass Démocratique	Morocco

• National Campaign For Education Nepal	Nepal
• National Coalition for Education (NCE)	India
• National Network for Education Reform (NNER)	Myanmar
• Natural Resources Alliance of Kenya (KeNRA)	Kenya
• Network for Public Education	United States
• Northern Territories Federation of Labour	Canada
• OBESSU - Organising Bureau of European Schools Student Unions	International
• Organisation Démocratique du Travail	Morocco
• Pakistan Coalition for Education	Pakistan
• Program on Human Rights and the Global Economy	United States of America
• Programa de Comunicación y Educación (CEA-FCS-UNC)	Argentina
• Public Services International	International
• Red de Educación Popular entre Mujeres de América Latina y el Caribe Repem	International
• Rede Lusófona pelo Direito à Educação (ReLus) - The Lusophone Network for the Right to Education	International
• RESDEN	Niger
• Réseau Ivoirien Pour La Promotion De L'education Pour Tous	Côte d'Ivoire
• RESULTS	International
• Right to Education Forum	India
• Right to Education Initiative	International
• Sikshasandhan	India
• SNEN	Niger
• Society for International Development (SID)	International
• Solidarité Laïque	France
• Spanish Coalition Global Campaign for Education	Spain
• Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire (SNAES)	Cameroon
• Syndicat National de L'enseignement Secondaire (SNES)	Mauritania
• Syndicat National des Agents de la Formation et de l'Education du Niger	Niger
• The East African Centre for Human Rights (EACHRights)	Kenya
• UNISON - The Public Service Union	United Kingdom